

Message de Léon Blum sur l'importance de l'intégration européenne (Février 1950)

Légende: En février 1950, le Français Léon Blum, ancien président du Conseil des ministres et président d'honneur du Mouvement européen, relate les raisons de certaines lenteurs du processus d'intégration européenne et souligne l'importance d'associer le Royaume-Uni à la réalisation d'une Europe unie.

Source: The National Archives of the United Kingdom, [s.l.], Kew, Richmond, Surrey, TW9 4DU.

<http://www.nationalarchives.gov.uk/>, Records created and inherited by the Foreign Office, FO. Movement for European Unity: collection of statements by British and foreign statesmen and clergy 1950, FO 371/88643.

Copyright: (c) The National Archives of the United Kingdom

URL: http://www.cvce.eu/obj/message_de_leon_blum_sur_l_importance_de_l_integracion_europeenne_fevrier_1950-fr-b461a41d-7e3b-4137-b65d-bf9d1a529a89.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

Message de Léon Blum sur l'importance de l'intégration européenne (Février 1950)

FRANCE

Léon BLUM

Former President of the Council of Ministers.

President of Honour of the European Movement.

Le moment approche où le Congrès américain devra se prononcer sur la tranche 1950 du plan Marshall. L'objet du plan Marshall est d'une part la restauration et le développement de la capacité productrice de l'Europe, d'autre part le rétablissement d'un équilibre commercial et monétaire entre l'Europe et la zone dollar. Or le gouvernement américain et l'opinion américaine ont toujours estimé que cet objet ne pouvait être entièrement atteint sans que l'Europe se constituât en tant qu'unité productrice, commerciale et monétaire.

La création de l'Organisation Européenne de Coopération Economique répondait à cette vue. Mais, qu'il s'agisse de l'O.E.C.E. qui réside à Paris ou du Conseil de l'Europe qui réside à Strasbourg, il faut bien convenir que le progrès est lent, qu'il ne se traduit que par des démarches faibles et incertaines. Quand le Congrès demandera: "que fait l'Europe pour la réussite du plan? où en est la constitution, "l'intégration" de l'Europe? que répondra-t-on? Tous les hommes soucieux de l'avenir de l'Europe, qu'ils soient eux-mêmes américains ou européens, attendaient que des instances européennes, créées dans ce but et dans ce but seul, sortît enfin quelque chose, quelque chose de substantiel, de neuf, de hardi sur le double plan de l'extension des échanges intra-européens et des arrangements financiers et monétaires qui en assureraient le règlement.

Si les rumeurs qui circulent sont fondées, ce quelque chose n'aurait pas encore, au cours de la récente session de l'O.E.C.E., pris grande consistance. Parmi les dix-huit ministres il s'en est même trouvé, paraît-il, pour dire: "nous ne pouvons trancher au pied levé, et pour un simple effet de propagande "spectaculaire", des questions si complexes, où tant d'intérêts graves sont engagés, dont au surplus l'étude technique n'est pas encore mise au point de façon satisfaisante...." C'est le langage de la prudence, c'est aussi parfois le langage de l'habitude et de la routine. C'est le langage avec lequel on peut différer tout et entraver tout.

Les questions posées sont complexes, les études techniques préalables sont encore insuffisantes? Cela est possible. Mais rien n'empêche d'arrêter dès à présent les données maîtresses et caractéristiques d'un système dont les experts techniques compléteraient ensuite la mise au point. Accord de principe tout de suite, formules définitives d'application le plus tôt qu'il sera possible. Voilà, ce me semble, comment la difficulté devrait se résoudre. Mais il faut aboutir dès à présent, et il faut aboutir à quelque chose sur quoi Grande-Bretagne et France puissent tomber pleinement et franchement d'accord; cette seconde nécessité ne m'apparaît pas moins impérieuse que la première. Il faut que l'Europe s'organise, et il n'y a pas d'organisation européenne possible - organisation d'ensemble (ou même organisation partielle) - en dehors de la Grande-Bretagne. C'est là pour la Grande-Bretagne, comme c'est pour les autres nations européennes, un grand devoir, dont l'accomplissement répond d'ailleurs à l'intérêt de chacune, et que nulle ne voudra méconnaître.

En achevant, je ne puis me défendre d'une réflexion un peu amère: l'O.E.C.E. connaîtrait-elle ces embarras, si les Gouvernements et les Parlements avaient apporté plus de zèle, de décision et de foi à appliquer dans leur esprit les résolutions de l'Assemblée de Strasbourg et à faire du Conseil de l'Europe une réalité?